

# Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007).

François Prigent

► **To cite this version:**

François Prigent. Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007).. Atala. Cultures et sciences humaines, Lycée Chateaubriand, Rennes, 2008, pp.331-344. <halshs-00201014>

**HAL Id: halshs-00201014**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00201014>**

Submitted on 22 Dec 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007)

François Prigent, agrégé, doctorant Université de Rennes 2, CERHIO (FRE CNRS 3004)

*La vie contre toi. Des bouts de nous.*

### Un impensé historiographique : genre, militantisme, socialisme

Mis au devant de la scène dans l'actualité politique avec l'émergence d'une nouvelle génération de femmes politiques, le genre ne fait pas partie des prismes habituels de l'histoire politique, le champ partisan s'inscrivant traditionnellement dans le cadre d'une domination masculine évidente. Partisan au plan théorique de l'égalité sociale entre les sexes, le mouvement socialiste fait depuis longtemps déjà l'objet de multiples recherches, qui tardent en France à prendre en compte le rôle des femmes. Une synthèse et un article posant des jalons méthodologiques<sup>1</sup> ne comblent pas l'absence de questionnement systématique sur les rapports femmes/socialisme, en dehors de fragments éclatés<sup>2</sup>. Le renouvellement opéré par le courant anglo-saxon des *Gender Studies* à partir des années 70<sup>3</sup>, appliqué au champ politique<sup>4</sup>, a initié des approches sur les femmes politiques ou les militantes bretonnes<sup>5</sup>, voire quelques travaux sur le PS<sup>6</sup>. Il s'agit ici de présenter les résultats d'un travail en cours sur l'implantation socialiste dans le Morbihan, à partir de l'interrogation des sources politiques classiques, de la fondation bretonne de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en 1907 aux années 1968, complétée par des entretiens et questionnaires portant sur le temps court et immédiat (1968-2007)<sup>7</sup>. Une réflexion liminaire sur les sources s'avère nécessaire pour contourner le silence des militantes dans les archives de l'historien du politique. En effet, le recours aux sources orales pour reconstituer les itinéraires apparaît indispensable pour cerner cette catégorie sociale de femmes profanes en politique, dont les modes de socialisation et d'action politiques laissent moins de traces dans les archives des

<sup>1</sup> SOWERNINE Charles, *Les femmes et le socialisme*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983. MORIN Gilles et CEPEDE Frédéric, « L'apport des nouvelles archives à la vision des femmes socialistes dans l'entre-deux-guerres », in DIEBOLT Evelyne et al., *Un siècle de vie associative : quelles opportunités pour les femmes ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

<sup>2</sup> DOUGNAC Bernard, *Suzanne Lacore, biographie (1875-1975)*, Périgueux, Editions Fanlac, 1996. BOUILLOT Corinne et PASTEUR Paul, *Femmes, féminismes et socialismes dans l'espace germanophone après 1945*, Paris, Belin, 2005.

<sup>3</sup> Relayant les articles fondateurs d'historiennes féministes américaines comme Joan Scott, assimilant le genre à un outil de catégorisation sociale, Michelle Perrot a initié en France ce type d'analyses, en croisant les approches de genre et de classe dans les travaux sur l'histoire des femmes. PERROT Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2001.

<sup>4</sup> PIONCHON Sylvie et DERVILLE Grégory, *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2004. ACHIN Catherine, *Le mystère de la chambre basse. Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement, France-Allemagne, 1945-2000*, Paris, Dalloz, 2005.

<sup>5</sup> LOISEAU Dominique, « Associations féminines et syndicalismes en Loire-Atlantique des années 30 aux années 80 », *Clio*, 3, 1996. COCAUD Martine, « Engagements et revendications féminines en Ille-et-Vilaine de 1945 aux années 60 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 108-2, 2001.

<sup>6</sup> BARGEL Lucie « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des Jeunes Socialistes », *Genèse*, 67, 2007. BERENI Laure, « Lutter dans ou en dehors du parti ? L'évolution des stratégies des féministes du PS en France (1971-1997) », *Politix*, 73, 2007.

<sup>7</sup> Cette démarche vise à saisir les trajectoires des femmes PS et à interroger les élus sur le rôle politique de leur compagne. Le traitement qualitatif des données brutes permet d'établir une typologie des pratiques et des représentations socialistes liées au genre. Les analyses qui suivent s'appuient sur une enquête menée entre mars 2005 et septembre 2007 auprès de 250 socialistes du Morbihan (dont plus de 30 femmes).

partis. Par ailleurs, « écrire l'histoire des femmes<sup>8</sup> » socialistes suppose de tenir compte de la difficulté à retrouver les liens avec les diverses associations politiques féministes<sup>9</sup>, dont le fonctionnement s'inscrit dans le cadre national de réseaux de fédérations implantées à Paris, révélant à l'échelle locale une coupure dans les espaces militants.

Loin d'être une exception des structures politiques, la minoration des femmes dans le milieu socialiste procède de leur exclusion durable des jeux partisans, qui tient à des raisons idéologiques. La primauté du combat contre les inégalités socio-économiques s'accompagne en effet d'une mise en retrait de l'identité féminine, y compris de la part des militantes elles-mêmes, qui se définissent comme des socialistes comme les autres. Car le pôle universaliste l'emporte sur les théories différencialistes dans la culture politique des socialistes. Certes, il existe au sein même des mouvances socialistes des groupes féminins séparés que l'on peut qualifier de réseaux minoritaires, mais leur structuration est calquée sur les organisations de jeunesse. Reproduisant l'image normée des spécificités féminines au niveau de la lecture politique du pouvoir, les femmes sont donc cantonnées dans la gestion des espaces sociaux intérieurs : famille, assistance sociale, éducation... Le monde celtique christianisé accentue encore cette spécialisation dans le domaine du *caring*, valeurs et rôles sociaux assignés aux femmes. Les mentalités, d'une rare stabilité, assimilent ainsi les femmes politiques à des « figures de l'autour ». Caractéristiques de cette relégation des militantes, l'indivision du couple en politique (épouses de militants, compagnes d'élus), la division sexuelle des tâches militantes et l'infériorisation des femmes dans les confrontations électorales (codification virile de la parole politique, antiféminisme péjoratif prégnant dans les débats) constituent des paramètres pérennes de l'histoire des femmes socialistes.

L'implantation des réseaux socialistes féminins du Morbihan s'effectue en plusieurs étapes. Reflet d'une relative invisibilisation des femmes au sein des espaces partisans, les militantes SFIO sont frappées entre 1907 et 1944 d'une double minorité numérique et organisationnelle, remise en cause par l'émergence originale et précoce de noyaux féminins. Cette configuration perdure de la Libération à la fin des années 70, même si les inégalités genrées dans les pratiques ou cultures socialistes sont pondérées par les mutations de la société bretonne et les conquêtes féministes qui font évoluer la seconde génération de militantes socialistes. Depuis les années 80, les réseaux de la parité, fondés sur des trajectoires secondes d'élues de rang 2 mises en avant après la loi de 2000 sur la parité, accroissent la présence et le poids des femmes dans le monde des élus, dans le parti et dans les mentalités, sans pour autant faire émerger de branches féminines au sein du PS.

### Le temps de la double minorité (1907-1944)

Durant la période du suffrage universel masculin, avant 1944, les femmes restent sous-représentées dans les effectifs militants de la SFIO du Morbihan. On observe toutefois une forte poussée de ces effectifs durant les années 30, qui atteignent à la veille de la Guerre, pratiquement le chiffre de 10 %<sup>10</sup>.

	Adhérents	Militants identifiés	Femmes
1907-1914	450	150	4
1919-1939	1300	800	129

<sup>8</sup> THEBAUD Françoise, *Ecrire l'histoire des femmes*, Paris, ENS Editions, 1998.

<sup>9</sup> COLLECTIF, *Guide des sources du féminisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006. CHAPERON Sylvie, *Les années Beauvoir (1945-1970)*, Paris, Fayard, 2000.

<sup>10</sup> Sans compter que ces données statistiques, élaborées notamment à partir du dépouillement systématique du *Rappel du Morbihan*, sont sans doute en-dessous de la réalité, compte-tenu des lacunes des sources utilisées.

Tableau 1 – Effectifs militants de la SFIO du Morbihan (1907-1939)

L'assise traditionnelle des socialistes, ouvrière, urbaine, littorale, s'élabore à partir de matrices de recrutement hermétiques aux femmes. Le syndicat de l'Arsenal, par exemple, développe des sociabilités masculines reproduites ensuite à l'échelle de l'organisation partisane. Les lieux du travail (par opposition au foyer), l'univers mental du militant (rhétorique du combat dans l'affrontement laïque, étrangère à l'image naturaliste de « l'éternelle douceur féminine »), les cultures voire les pratiques politiques (consommation d'alcool accompagnant les réunions) participent de l'exclusion des femmes. Les filières coopératives ne s'ouvrent pas davantage aux femmes, qui s'approvisionnent pour la famille auprès de ces réseaux de consommation populaire, puissants dans le pays de Lorient. Le cas de Jean-Marie Le Halpert, premier maire SFIO du département à Lanester en 1909, en dit long sur le regard porté par la SFIO sur la situation des femmes. En juillet 1913, il subit de féroces critiques émanant de ses camarades pour n'avoir pas su résister à l'influence de sa femme en mettant ses enfants à l'école privée. Plus généralement, les débats de la SFIO dévoilent une vision conservatrice des femmes, plus enclines à la pratique religieuse et jugées incapables de se soustraire à l'influence des réseaux de l'Eglise. Le *gender gap* des comportements électoraux confirme, du reste, la réalité du dimorphisme sexuel en la matière. Il est vrai que le matriarcat breton, discutable sur bien des plans, s'observe nettement dans le rapport à la religion, où l'influence féminine domine<sup>11</sup>.

Pourtant, il existe une fraction du milieu partisan investie par des femmes. A l'instar des autres configurations des départements bretons<sup>12</sup>, les réseaux laïques, qui agglomèrent les filières associatives, syndicales et républicaines de défense des écoles publiques, anticipent la parité, les syndicats enseignants, par exemple, offrant un cadre militant à des couples engagés en parallèle à la SFIO. La figure de Renée Bonneau, femme du jeune secrétaire fédéral, incarne ce premier réseau d'institutrices mariées à des professeurs de lycée ou d'écoles primaires supérieures, dotées d'un capital social élevé et d'un mode de vie bourgeois, peu prédisposées à entrer en contact avec la classe ouvrière féminine. L'examen des conditions concrètes d'implantation du socialisme met à jour le rôle clé des militantes, comme dans la colonie de vacances de Larmor-Baden<sup>13</sup>. Avec mesdames Le Guével et Jabraud, les relais sont forts, encore, à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) ou à la Libre-Pensée mais discrets dans les syndicats enseignants du SMEL-CGTU (Syndicat des Membres de l'Enseignement Laïque, affilié au syndicat communiste de la Confédération Générale du Travail Unitaire) ou du Syndicat National des Instituteurs (SNI)<sup>14</sup>. Mieux encore, au début des années 30 se forme un groupe fédéral de femmes socialistes (108 membres), relancé lors du congrès d'Auray en février 1938. Mené par Renée Rollo, Odette Michel et Elisa Deprez-Boni, élue au conseil des prud'hommes depuis 1929, le groupe exprime ses revendications dans « le coin des femmes », un encart du *Rappel du Morbihan*. Portée par un réseau juvénile de militantes, qui se retrouvent dans la troupe de théâtre Jean Jaurès, la propagande à destination des femmes

<sup>11</sup> GUILLOU Anne, *Pour en finir avec le matriarcat breton : essai sur la condition féminine*, Morlaix, Skol Vreizh, 2007.

<sup>12</sup> PRIGENT Alain, *Les instituteurs des Côtes-du-Nord. Laïcité, amicalisme et syndicalisme*, Sables-d'Or-les-Pins, Astouré, 2005.

<sup>13</sup> En lien avec le monde associatif laïque, la SFIO développe en Bretagne des formes d'implantation concrète de contre-sociétés socialistes, par le biais notamment des colonies de vacances, animées et contrôlées par les militants. A titre de comparaison, PRIGENT François, « En Avant de Guingamp, des instituteurs laïques à Didier Drozba (1912-2003) », *Histoire et Société*, 18, 2006.

<sup>14</sup> L'exercice de responsabilités au sein du monde syndical, dont la division de genre prolonge la séparation scolaire entre filles et garçons, supplée l'incapacité politique avant 1944.

s'inscrit donc dans une variété de terrains et suscite un dynamisme aux marges de la SFIO<sup>15</sup>. La faiblesse de la part des femmes socialistes, dont le profil sociologique se différencie peu du reste du groupe militant, demeure et s'explique avant tout par la structuration partisane interne, qui s'apparente aux modes de fonctionnement des Jeunesses Socialistes (JS), dans lesquelles les militantes sont « ghettoïsées ». Cette infériorité numérique est tout au plus nuancée par le rôle d'Olga L'Hévéder, la femme du député, qui assiste à plusieurs congrès nationaux en tant que déléguée de la fédération.

Les pratiques militantes incorporent le principe de division sexuelle, lors des fêtes de fédération où sont montés des stands dédiés aux « filles » : crêpes, chapeaux, vêtements, fleurs... La division sexuelle des tâches militantes s'observe encore à travers l'habitude de réserver aux femmes les activités les plus matérielles<sup>16</sup> : préparation des repas, courrier, secrétariat, souvent assumé par des « femmes de » *etc.*... Cette minoration des femmes résulte d'un effacement symbolique des qualités féminines au sein d'un univers militant structuré par des valeurs de travail et de virilité.

L'étroitesse des relais militants féminins, de même que les matrices communautaires de recrutement sautent aux yeux à l'examen des itinéraires de militantes SFIO. A l'évidence, l'endogamie familiale, accentuée par la prépondérance des couples militants, joue un rôle décisif dans l'adhésion au parti, avec les liens de voisinage tissés à Lorient par les têtes de réseau partisan. Dimension importante, le féminisme est regardé avec défiance par les socialistes, qui y voient une lutte dans la lutte risquant d'affaiblir la cause commune. La vision socialiste de la femme, telle que la portent les militantes elles-mêmes, trahit en outre la peur permanente d'un vote conservateur, à l'ombre de l'Eglise<sup>17</sup>. Peur fondée, du reste, car il est avéré que les organisations chrétiennes de masse comme les patronages, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Française (JOCF) ou la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) s'emparent au même moment des thèmes de la défense des femmes. L'encadrement chrétien des foyers, lieux de concentration de la main d'œuvre féminine, traduit à droite la volonté de protéger et de former les jeunes ouvrières de l'industrie textile ou maritime. Dans le secteur hospitalier, la laïcisation des métiers fait émerger un syndicalisme chrétien progressiste, mené par des femmes globalement soustraites à l'influence des idées socialistes.

Premier tournant dans le siècle, les mutations du Front Populaire révèlent l'irruption de réseaux militants féminins. La vague d'adhésion de femmes socialistes spécifiquement forte dans le département est aussi à relier au mouvement suffragiste dans lequel les engagements de la SFIO se réalisent aux côtés des Républicains dans les sociétés politiques mixtes. Une nuance de taille est à rappeler cependant. En dépit des positions locales classiques des réseaux socialistes en faveur de l'émancipation féminine, la situation concrète est celle d'une réalité de minorité, encore renforcée par les représentations des militantes, dont les écrits intègrent partiellement les normes du champ politique, défavorable aux femmes.

<sup>15</sup> L'aire socialiste qui s'étend au-delà du seul cadre partisan de la SFIO rassemble l'ensemble des composantes et espaces investis par les militants socialistes. La relative atonie des engagements extra partisan ou para politique est au contraire caractéristique des militantes socialistes. MORIN Gilles, « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieux (1905-1981) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 96, 2007. A l'échelle régionale, PRIGENT François, « Les élus socialistes en Bretagne : réseaux, trajectoires et identités des années 30 aux années 80 », BOUGEARD Christian (dir), *Un siècle de socialismes en Bretagne (1905-2005)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, février 2008 (à paraître).

<sup>16</sup> DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2005.

<sup>17</sup> BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 2006. LAGREE Michel, *Religions et cultures en Bretagne 1850-1950*, Paris, Fayard, 1992.

## L'absence de réseaux socialistes au féminin (1944-1979)

Dans l'historiographie, la Libération s'apparente à une période d'ouverture politique pour les femmes, au même titre que mai 68<sup>18</sup>. Est-ce le cas à l'échelle de la SFIO du Morbihan ? Ce qui est sûr, c'est que celle-ci tente de capter le vote féminin par le biais d'une seconde génération de militantes, entrées en politique dans les années 30 et aguerries aux combats de la Résistance<sup>19</sup>. Responsable SNI et femme de résistant<sup>20</sup>, Renée Rollo est ainsi propulsée sur le devant de la scène politique. Cette promotion des veuves des héros SFIO traduit une volonté de substitution ou de prolongement de l'action politique du mari disparu. Surtout, ce phénomène révèle les difficultés de rénovation de la SFIO à la Libération face aux enjeux de la résistance et de la féminisation. L'absence d'un vivier de militantes est ici couplée à l'éclatement de la résistance socialiste, comme y insistent des travaux récents, qui soulignent la décomposition organisationnelle des réseaux SFIO après le vote des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940<sup>21</sup>. En seconde position sur les listes des législatives de mai 1945 et de juin 1946, Renée Rollo est marginalisée au sein de la direction fédérale, en proie aux divergences d'orientation et aux conflits de personnes<sup>22</sup>. Son départ pour la région parisienne, à la fin des années 40, marque d'ailleurs la fin momentanée, jusqu'en 1997, des candidatures socialistes féminines aux législatives. L'absence de femmes dans les élites socialistes locales traduit des formes prégnantes d'antiféminisme dans les réseaux partisans. Cette attitude de blocage montre la fermeture de la SFIO, dévoilant le repli des ancrages sociaux et la rétraction des filières de recrutement militant à partir de 1947. Fer de lance de l'émancipation féminine avant guerre, la SFIO est en fait dépassée sur ce thème, à sa gauche par la Vierge Rouge<sup>23</sup>, l'institutrice communiste Marie Le Fur, à sa droite par la figure notabiliaire de Denise Court, conseillère générale de Lorient en 1957 suite au décès de son mari. Face au MRP et au PC, où s'effectue, à l'initiative des Marie-Madeleine Dienesch<sup>24</sup>, Hélène Le Jeune ou encore Marie-Paule Lambert, une rénovation des pratiques militantes au niveau du genre, la SFIO accuse ainsi un net retard dans la féminisation des élites partisans.

La SFIO fait respecter les consignes nationales de ne pas investir individuellement des réseaux comme l'Union des Femmes Françaises (UFF), organisation proche du PC, sans pour autant être en capacité d'initier durablement un réseau autonome de femmes socialistes. A la fin des années 50, néanmoins, une prise de conscience s'opère au sein de l'appareil militant. En témoigne l'émergence locale d'Odette Michel, commerçante, conseillère municipale de Lorient et secrétaire de section entre 1953 et 1957. Elle est imitée par plusieurs militantes (dont la syndicaliste vannetaise Magdeleine Mahéo-Guihet) qui participent aux commissions

<sup>18</sup> GUERAICHE William, *Les femmes et la République. Essai sur la répartition du pouvoir de 1943 à 1979*, Paris, L'Atelier, 1999. CAPDEVILA Luc et al., *Le genre face aux mutations*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

<sup>19</sup> La division sexuelle de l'activité de Résistance, quoique sous-évaluée en raison du caractère prosaïque de certaines tâches effectuées, produit peu de luttes spécifiquement féminines dans le Morbihan.

<sup>20</sup> GIRAULT Jacques, « L'itinéraire de Joseph Rollo : instituteur, socialiste, résistant. Trajectoire d'un dirigeant national du SNI », *Recherche Socialiste*, 41, mars 2008 (à paraître).

<sup>21</sup> BERSTEIN Serge et al., *Le Parti Socialiste, entre Résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000.

<sup>22</sup> Le conflit de stratégies se cristallise autour de l'affrontement entre Julien Le Pan, partisan d'une alliance anticommuniste avec le RPF et Jean Le Coutaller qui s'aligne sur les choix de Troisième force pour exister face au frère ennemi communiste. La crise se solde en 1951 par l'exclusion de Le Pan et la conquête de Lorient par l'ancien leader des Jeunesses Socialistes, le communiste Charles Le Samedi.

<sup>23</sup> L'imaginaire collectif produit cette représentation stéréotypée des militantes célibataires, image déséquilibrée de l'engagement politique.

<sup>24</sup> BOUGEARD Christian, « Marie-Madeleine Dienesch, une carrière politique féminine méconnue », *Clio*, 8, 1998.

nationales féminines de la SFIO. La part surdimensionnée du Morbihan dans les instances nationales révèle au passage la maigreur des réseaux nationaux et l'euphémisation de la variable du genre à la SFIO. Les enquêtes de 1951 et 1954 font apparaître une proportion de femmes de 8,3 % dans la fédération du Morbihan, soit un taux légèrement inférieur à ceux calculés pour la Bretagne (10,9 %) et pour la France (12,1 %), inférieur, aussi, au chiffre atteint lors du pic local du Front Populaire.

L'étude des engagements de couple permet de préciser le rôle politique des femmes socialistes. Le cumul des mandats d'un Jean Le Coutaller député dès 1945, conseiller général jusqu'en 1949, secrétaire fédéral après 1947, maire en 1953, s'explique par les carences organisationnelles d'un milieu partisan en rétraction précoce. La femme d'élu, auparavant au foyer, se transforme alors en secrétaire à plein temps, et devient une passerelle entre les réseaux socialistes locaux et l'action parlementaire parisienne en faveur des Anciens Combattants. Même chose, d'ailleurs, au sommet de l'Etat, où l'on retrouve Renée Aubry, l'épouse de l'ancien député rennais Albert Aubry et candidate à son décès en 1951, appointée comme conseillère du ministre Tanguy-Prigent, aux côtés de Jean Le Coutaller, directeur de cabinet. L'étroitesse des milieux partisans est ainsi compensée par les ressources familiales, notamment par l'action des compagnes, dont le rôle mérite d'être repensé dans la fabrication des carrières. L'analyse semble transposable aux différents échelons militants.

La diffusion dans la presse militante d'une rubrique régulière intitulée « chronique féminine » dévoile des représentations de la SFIO des femmes, somme toute proches de la vision nationale. Le départ d'Odette Michel pour raisons familiales en 1958 fait toutefois retomber cette dynamique dans une période de déclin des réseaux SFIO, d'autant que la réception de ces écrits des militantes révèle un antiféminisme qui perdure dans les pratiques partisans à différents niveaux. Les socialistes peinent à intégrer la main d'œuvre féminine des forges d'Hennebont ou du monde de la pêche, qui reste sous l'emprise de la démocratie-chrétienne. Repoussée à droite par le clivage entre catholiques et tenants de la laïcité, la CFTC développe quant à elle une vraie réflexion sur les rôles sociaux des femmes dans le monde du travail et dans la société : rôles de productrices, de citoyennes, de mères. Le courant conservateur, attaché au modèle de la femme au foyer, l'emporte en interne, mais ce bouillonnement est frappant à la lecture des débats syndicaux. Dès 1950-1951, un réseau progressiste chrétien, fidèle à la CFTC et hostile à la SFIO comme au PC, se forme, du reste, dans des organisations comme la JOC, le Mouvement de Libération du Peuple (MLP) et le Mouvement Populaire des Familles (MPF), avec des transferts vers le bloc communiste CGT-PC. C'est le début d'un long cheminement minoritaire qui conduira ces militantes et militants au PSU (Parti Socialiste Unifié)<sup>25</sup>, à la CFDT puis au PS après les Assises du Socialisme en 1975.

Les années 60 transforment le profil des femmes socialistes du Morbihan. Issue de la mouvance laïque, Yvonne Pascot, élue à Pontivy en 1965, devient première adjointe à partir de 1971 de Michel Masson, le fils du penseur régionaliste socialiste Emile Masson. Mais elle fait figure d'exception, car la plupart des élues socialistes proviennent à présent de l'extérieur du milieu socialiste originel. L'intégration d'une forte proportion de militantes chrétiennes, passées par des réseaux dont les formes structurelles sont culturellement plus ouvertes aux femmes, survient précisément à un moment où les matrices de recrutement militant se recomposent au PS. Les itinéraires de Lysiane Le Duigou, ancienne responsable JOC entrée dans la municipalité Allainmat à Lorient dès 1971 au titre de l'ouverture à la société civile et de Geneviève Roullier, assistante sociale à la caisse primaire d'assurance maladie et ex-

<sup>25</sup> Archives départementales du Morbihan 928 W 24, « enquête sur les partis de gauche (SFIO, PSU, FGDS), 1966-1971 ». KERNALEGENN Tudi et PRIGENT François, *L'implantation du PSU en Bretagne : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 50-années 80)*, journée d'études du 8 février 2007, Institut d'Etudes Politiques de Rennes (à paraître).

militante MRP-CFTC à Vannes, sont significatifs : ils s'inscrivent dans les mutations profondes qui participent de la conversion de la Bretagne à gauche<sup>26</sup>. Avec les parcours de Louissette Le Drian ou d'Odile Blanc-Dubuisson<sup>27</sup>, le phénomène prend en outre une expression concrète avec l'apport des réseaux JOC, MLP et Confédération Syndicale des Familles (CSF), décisif dans l'équipement matériel des machines à coudre, machines à laver ... ou plus abstraite avec les cercles catholiques de réflexion comme *Vie Nouvelle* qui irriguent le nouveau PS en gestation.

Dans les années 70, l'entrée massive de femmes au PS modifie la place, la représentation et le profil des militantes, comme à Lorient dont la section compte 20 % de femmes en 1977 contre 8 % en 1960. A cette relance contribuent notamment des femmes de syndicalistes paysans, en décrochage du bloc agraire conservateur par le biais de la JAC puis du CDJA (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs), dont les engagements, sur le modèle de l'adhésion ouverte, à savoir des relations souples avec la forme partisane, sont d'une rare cohésion, font apparaître une authentique subculture socialiste rurale. Le faible degré d'imbrication avec les mouvements féministes comme le Mouvement des Femmes pour le Planning Familial (MFPF), le Mouvement de Libération des Femmes (MLF), combinée à l'absence d'une aspiration des cadres de ces réseaux au sein du PS, s'accompagne cependant d'une influence des théories féministes. Sans compter que la réflexion sur le rôle de la femme dans la société, dans ces années 70 où la révolution sexuelle imprègne les mentalités et les comportements, favorise les jeunes intellectuels du PS, porte-parole indirects de la cause des femmes<sup>28</sup>, à l'instar d'un Jean-Yves Le Drian dont la trajectoire est syncrétique à bien des égards<sup>29</sup>.

Ainsi, la place des femmes dans la fédération du Morbihan ne cesse d'osciller entre poussées et retraits durant cette période. Les facteurs d'évolution de ces flux et reflux, sont à rechercher dans la mutation structurelle de la société bretonne (inversion du rapport à la religion, recompositions sociologiques, ouverture du territoire). Les matrices de l'implantation des réseaux socialistes se modifient également, l'irruption de femmes dans l'organisation partisane se traduisant par l'émergence de certaines trajectoires individuelles. Ce second tournant correspond donc aux « années mouvement » de la libération des femmes. Durant les années 70<sup>30</sup>, l'ouverture aux femmes du PS s'avère un fait marquant de la recomposition du socle militant. De plus, la conquête socialiste d'une frange importante de l'électorat féminin s'accompagne paradoxalement d'une relative absence socialiste dans les

<sup>26</sup> PRIGENT François, « Contribution à l'analyse des " laboratoires " politiques. Le modèle des réseaux socialistes bretons depuis les années 60 » (*à paraître*). Les femmes passent de 25 % à 45 % dans le monde du travail salarié, notamment la main d'œuvre peu qualifiée dans l'industrie agro-alimentaire.

<sup>27</sup> Formée à la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne), cette militante CFDT très active dans le réseau des Associations Familiales Rurales (AFR) devient conseillère municipale de Vannes en 1989.

<sup>28</sup> Grille d'analyse omniprésente des enjeux du genre dans LE DRIAN Jean-Yves, *Les jeunes travailleurs dans la région lorientaise entre 1925 et 1939*, mémoire de maîtrise d'histoire (sous la direction de Michel Denis), université Rennes 2, 1969.

<sup>29</sup> Sa carrière lorientaise se construit autour de trois axes qu'il parvient à croiser, faisant la synthèse des différentes familles du PS. D'abord, il conserve et cultive en tant que responsable national de la JEC le capital familial JOC-CSF-UDAF (Union Départementale des Affaires Familiales) hérité de ses parents, ancrés sur les milieux chrétiens populaires de Lanester. L'acceptation des milieux laïques lorientais de par sa formation d'agrégé d'histoire et son insertion dans une belle-famille de tradition socialiste à Hennebont lui assure les fidélités du vote républicain. Enfin, sa rencontre véritablement subjugante avec le député sortant socialiste modéré Yves Allainmat constitue pour lui une véritable rampe de lancement dans la carrière, lui permettant de prendre la tête de la section en 1975 à 28 ans, d'être élu député en 1978, avant d'écarter sans ménagement le maire mitterrandiste de culture SFIO Jean Lagarde en 1981. Il récupère alors les réseaux de son prédécesseur, dont l'ancrage reposait sur les filières traditionnelles des contre-sociétés socialistes bretonnes : socialisme municipal, réseaux FO de l'Arsenal, franc-maçonnerie, coopératives HLM.

<sup>30</sup> HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 70*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.



réseaux féministes, dont le profil militant est différent au niveau de l'âge comme dans la volonté d'autonomie de ces femmes, délégitimées par les partis et s'organisant donc dans d'autres structures.

## Les réseaux de la parité (1979-2007) : étude de trajectoires

Durant cette période contemporaine, les enjeux changent d'échelle avec la prise en compte par l'organisation partisane des impératifs liés à la parité. La mise en avant d'itinéraires de femmes déjà implantées dès les années 70 compense l'obligation de la loi sur la parité de 2000. Un dossier des archives fédérales enrichit la connaissance de la place femmes dans les effectifs adhérents au début des années 80.

Circonscription	Femmes	Hommes	Militants	Part des adhérentes (au sein de chaque circonscription)	Part des militants (au sein de la fédération)
Vannes	59	222	281	21	24
Auray	19	125	144	13,2	12,3
Pontivy	11	101	112	9,8	9,6
Ploërmel	15	73	88	17	7,5
Hennebont	28	207	235	11	20
Lorient	60	252	312	19,2	26,6
Fédération	192	980	1172	16,4	100

Tableau 2 – Adhérents de la fédération socialiste du Morbihan en 1979 (Archives Fédérales)

La géographie du militantisme féminin au sein du PS témoigne de la surreprésentation d'un socialisme urbain ancré dans les classes moyennes salariées, propices à l'engagement féminin : les noyaux militants de Lorient et Vannes concentrent plus de 40 % des adhérentes. Les lieux du silence restent nombreux dans les bastions du PS comme les pôles du socialisme municipal (Locmiquélic, Inzinzac, Quéven), les zones ouvrières (Lanester, Hennebont), les sections rurales républicaines (Camors). Parmi les 48 sections ayant répondu à l'enquête, 27 comptent moins de 2 femmes. Les anciennes parties blanches du département, à l'est d'une ligne Lorient-Saint-Brieuc, concentrent près de 60 % des femmes, pour environ 40 % des adhérents et surtout un poids électoral plus faible : 30 % des voix, 20 % des élus. Accentuée par le poids des couples militants, la prépondérance dans cet espace des matrices chrétiennes de recrutement explique ce clivage Est-Ouest dans les groupes militants socialistes, déclinés dès lors au féminin.

La rupture des années 70 se matérialise dans le Morbihan par l'inversion des rapports de genre<sup>31</sup>, dont l'effet est de mettre en avant des réseaux seconds féminins à l'échelle des différents courants du PS. « L'arme féminine » est ainsi pratiquée par les Rocardiens lors de la désignation des candidats aux cantonales de 1979. A Pont-Scorff, Suzanne Hervieu, jeune élue de Lanester et femme du secrétaire de section de Lorient dans les années 80, écarte alors d'une voix son rival, Pierre Quinio, maire laïque de Quéven et notable SFIO. Les mêmes arguments permettent à Geneviève Roullier de figurer sur la liste des européennes. Les Mitterrandistes procèdent, de même, à la promotion de femmes. Colette Dubernat-Lagarde est

<sup>31</sup> A l'échelle nationale, le PS compte 6 % de femmes en 1971, 13 % en 1973, 21 % en 1981 et 32 % en 1999. (Fonds de l'OURS). L'inversion du *gender gap* depuis les années 70 s'exprime par un refus des extrêmes et un survote à gauche.

ainsi propulsée dans les réseaux nationaux « au nom du père ». Membre du comité directeur du PS, elle se retrouve au coeur de la dissolution de la fédération PS du Morbihan en 1981<sup>32</sup>, avant d'être choisie par Yvette Roudy comme déléguée régionale du réseau femme socialiste durant les années 80. Aile gauche du PS, le courant chevènementiste du Centre d'Etudes, de Recherches et d'Éducatives Socialistes (CERES) utilise l'argument du genre dans l'échiquier des courants, faisant émerger Jocelyne Le Tellier, conseillère régionale en 1986 et adjointe au maire d'Hennebont. Ainsi, au début des années 80, la promotion limitée des pionnières socialistes de la parité apparaît forcée ou instrumentalisée. En novembre 1991, moment de crise extrême pour les socialistes, la rocardienne Françoise Chomette, inconnue en politique, est désignée comme secrétaire fédérale pour succéder à Norbert Métairie. Le parallèle est net avec Geneviève Garros, qui occupe ce poste affaibli dans le Finistère en 1986 lors des déchirements rocardiens entre Louis Le Pensec et Bernard Poignant. Les femmes font donc figure d'exceptions dans les cercles dirigeants au début des années 80.

Bouleversement profond, la loi sur la parité de juin 2000 accélère le processus de féminisation des réseaux d'élus, déjà perceptible dans le PS morbihannais dans les années 90. En témoigne l'accès des femmes à certaines fonctions de premier plan, comme Odette Herviaux<sup>33</sup>. Née en 1948 à Brest dans une famille de militaires gaullistes, elle suit sa scolarité dans les écoles laïques tout en fréquentant les réseaux du scoutisme. Elle se politise lors des mobilisations étudiantes de Brest en 1968, puis s'engage au PSU dans la région parisienne où elle débute une carrière d'enseignante en histoire. De retour dans le Morbihan, en 1970, elle devient sympathisante PS après les présidentielles de 1974, et côtoie le milieu socialiste du lycée d'enseignement professionnel de Josselin aux côtés de Michel Lallinec (secrétaire fédéral du PS entre 2000 et 2003) et Jean-Louis Tourenne (président du conseil général d'Ille-et-Vilaine depuis 2004) investis au CERES. Proche des réseaux de la FDSEA (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) par son mari d'abord approché pour figurer sur une liste formée sur le modèle des GAM (Groupes d'Action Municipale), cette chrétienne de gauche est élue conseillère municipale de la Croix-Helléan en 1977, puis maire de cette commune traditionnellement ancrée à droite en 1995, grâce aux filières associatives locales (groupes féminins de basket, théâtre). Conseillère régionale en 1998, elle devient la première sénatrice de gauche du Morbihan en 2001 et intègre l'exécutif régional en 2004.

Citons encore Béatrice Lemarre, première femme de gauche élue au conseil général en 2004<sup>34</sup>. Cette professeure d'anglais est la fille d'un instituteur laïque et militant socialiste. Investie dans les réseaux associatifs (basket, jumelage, Fédération des Conseils de Parents d'Elèves), elle entre en politique lors des municipales de 2001 comme élue divers gauche avant d'adhérer au PS suite au choc du 21 avril 2002.

Députée de Lorient en 2007, le profil de Françoise Olivier-Coupeau est toutefois différent : collaboratrice de Jean-Yves Le Drian à Lorient puis à Rennes, elle appartient quant à elle au

<sup>32</sup> Archives Philippe Meyer. La guerre des roses achoppe sur la question du parrainage de la candidate PSU Huguette Bouchardeau par Jean Giovannelli et Henri Le Rohellec en 1981. Soutenus par la base, ces candidats aux législatives de 1981 sont exclus du parti suite à une intervention de Jean Poperen, relayée par les rocardiens du courant A dans une fédération à dominante rocardienne. Elu second député PS du département, le maire d'Inzinzac-Lochrist Jean Giovannelli n'est réintégré dans le groupe parlementaire qu'au début de l'année 1982. La mise sous tutelle de la fédération par la direction nationale du PS entraîne une chute brutale des effectifs dans les années 80 et 90.

<sup>33</sup> Entretien avec Odette Herviaux, Archives Fédérales du PS 56, Archives départementales du Morbihan, fonds 85 J, articles de Ouest-France et Le Télégramme sur la vie socialiste départementale (1978-2007).

<sup>34</sup> PRIGENT François, « Les réseaux seconds en politique. Prosopographie des conseillers généraux socialistes du Morbihan au XX<sup>e</sup> siècle (1898-2004) », *Recherche Socialiste*, 41, mars 2008.

modèle parlementaire féminin socialiste<sup>35</sup>, apparu également dans le Finistère et dans les Côtes d'Armor.

Les conseillères régionales, élues au scrutin de liste en 2004, participent elles aussi de cette valorisation du genre : il n'est que de songer à Marie Chevalier, fille d'un couple de militants chrétiens de gauche, qui s'impose au titre des quotas au sein du courant Nouvelle Gauche ou à la maire de La Vraie-Croix, Monique Danion, syndicaliste paysanne qui s'émancipe de l'archétype de la femme-alibi, en cumulant la double représentation des femmes et du monde rural du nord-est du département. D'autres figures peuvent être intégrées à cette galerie de portraits d'élues : Thérèse Thiery, Geneviève Marchand, Bernadette Desjardins, Micheline Raktonirina, voire Nathalie Le Magueresse, toutes actrices et témoins de l'irruption de l'obligation paritaire dans le PS, véritable révolution politique dont l'ampleur reste à mesurer.

Le réseau d'un Jean Giovannelli<sup>36</sup> offre aussi un panorama suggestif des types de visibilité des femmes socialistes : la reconnaissance intellectuelle (sa compagne, Gisèle Le Rouzic, romancière et fondatrice de l'Ecomusée des Forges), la mobilisation du clan familial (sa sœur Mathilde Bienvenu, élue à Lorient), l'émergence de fidèles, reconnues pour leurs compétences techniques (Marie-Paule Le Coroller, adjointe et secrétaire de l'Union Départementale des Elus Socialistes et Républicains)<sup>37</sup>.

Au final, l'examen de toutes ces recompositions ne permet pas de conclure à l'émergence de solidarités féminines voire à une entrée massive de femmes au PS<sup>38</sup>. Il invite plutôt à conclure à une stabilisation, à une neutralisation des inégalités de genre, c'est-à-dire à une indifférenciation du critère du sexe, qui s'avère une avancée en vue de la parité réelle.

Troisième césure dans ce siècle des femmes socialistes du Morbihan, le temps de la parité, visible après la loi de 2000 sans être dénué de résistances masculines et de tensions partisans, procède d'une montée en amont de réseaux féminins socialistes, dont la marginalisation perdue au sein des espaces dirigeants du PS dans le Morbihan.

## Conclusion

Entre ouverture et exclusion, la configuration de l'implantation féminine oscille tout au long du premier siècle du parti socialiste dans le Morbihan (1907-2007). La question « femmes » se pose à plusieurs moments et selon des modalités diverses, sans pour autant modifier les profils minoritaires de ces militantes. Avant d'obtenir le droit de voter en 1944, les femmes, en partie écartées par les matrices de recrutement et les modes d'organisation militants, sont localement sous-représentées à la SFIO. La précocité et la vigueur des premiers groupes socialistes féminins dans les années 30 n'empêchent pas un blocage des questions de l'égalité du genre dans les espaces partisans dès les années 50, révélé par les analyses au

<sup>35</sup> Sur les 10 députés socialistes, il y a 7 femmes, dont 3 ont des trajectoires élaborées dans les réseaux professionnalisés des experts politiques. Ce modèle a débuté avec Marie Jacq, ancienne secrétaire de Tanguy-Prigent et députée en 1978, à laquelle a succédé Marylise Lebranchu, son attachée parlementaire.

<sup>36</sup> L'analyse vaut pour l'entourage de Le Drian (rôle de sa collaboratrice Véronique Dagorn). Les rapports amour/politique (itinéraires de ses compagnes, Christine Le Gall et Maria Vadillo, premiers soutiens) relèvent de la sphère privée. L'impression d'un taux plus élevé de divorce dans le monde militant et les réseaux d'élus (impact des gestions du temps) pose un regard sur le parti, lieu de rencontre, fabriquant des liens interpersonnels qui explique certaines solidarités lors d'affrontements internes. Les accidents de vie rejaillissent sur les parcours (retrait du suppléant Joseph Le Lamer en 1984, secrétaire fédéral, président de l'UDSER).

<sup>37</sup> Le rôle des secrétaires de parti, personnel exclusivement féminin, serait à creuser.

<sup>38</sup> La proportion de femmes est constante : 30, 2 % en 1994 soit 61 femmes sur 202 adhérents, preuve qu'il est nécessaire d'opérer la distinction entre l'influence et la présence des femmes dans les noyaux militants. L'impression d'une donne structurelle est renforcée par la régularité de la distribution dans les 3 sections cantonales lorientaises (18/52, 22/74, 21/76). Archives Fédérales. L'analyse de la composition des secrétariats fédéraux va aussi dans ce sens.

niveau des trajectoires comme des représentations. Ce *trend* historique de l'infériorisation des femmes socialistes du Morbihan est infléchi par le tournant de la parité, qui impulse la mise en avant de trajectoires féminines, issues de réseaux seconds.

Cette analyse, fondée sur de nouvelles archives, entérine donc l'hypothèse de l'absence d'un milieu partisan autonome, homogène et/ou spécifique, fondé sur le genre. L'ouverture incontestable de la parité fait poindre une histoire en cours, mais globalement, le monde des élus socialistes se construit sur la reproduction dans le champ politique des inégalités liées à la catégorie sociale du genre, démultipliées par la sous-représentation numérique des femmes dans les effectifs socialistes. L'exclusion des filières habituelles d'accès au métier politique, renforcée par l'infériorisation liée au capital social, s'apparente au fameux « plafond de verre », indépassable pour les femmes en politique, d'autant qu'elles n'osent pas mener de front carrière politique, trajectoire professionnelle et ce qu'elles perçoivent comme des impératifs familiaux. La dévalorisation combinée à des processus d'auto-exclusion perpétue ainsi la moindre intégration des femmes en politique. Chose importante, les réseaux de genre conservent ces traits caractéristiques, même à l'époque actuelle, marquée par l'exigence de parité. Entre lutte des classes et luttes des places, la faiblesse quantitative, déterminante pour saisir la disqualification qualitative des trajectoires de femmes socialistes, constitue un chantier pionnier qui reste encore à défricher à bien des égards<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> ACHIN Catherine et LEVEQUE Sandrine, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006.